



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
28 juillet 2016
Français
Original : anglais

Quatorzième session

Nairobi

17-22 juillet 2016

Réunion de haut niveau : L'innovation, moteur du développement durable

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. La réunion de haut niveau sur le thème « L'innovation, moteur du développement durable » a été ouverte par le Secrétaire général adjoint de la CNUCED. Elle a rassemblé des ministres, des dirigeants d'entreprise et des représentants de haut niveau de la communauté du développement, qui ont débattu des politiques à adopter pour exploiter pleinement les possibilités offertes par la science, la technologie et l'innovation et réaliser les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
2. Vu la vitesse et l'ampleur de l'évolution technologique, plusieurs intervenants ont estimé qu'il était urgent de mettre la science, la technologie et l'innovation au service de l'ensemble des pays et des communautés, pour le bien de tous. Un participant a fait observer que l'innovation ne constituait pas une fin en soi, mais un outil au service du développement.
3. Un intervenant a relevé que la promotion d'écosystèmes novateurs par l'action publique exigeait que certaines conditions soient réunies et certaines fondations établies et que cela demandait du temps et la participation de différents acteurs et secteurs. Un autre intervenant a souligné combien il était important de coordonner les politiques ; en effet, pour parvenir à un développement équitable et durable, il fallait synchroniser les politiques, en particulier la politique commerciale, les politiques d'innovation et d'investissement et d'autres politiques macroéconomiques. Un participant a dit que les gouvernements pouvaient stimuler l'innovation en jouant le rôle de catalyseur, de prestataire de services, d'investisseur et de relais entre les parties prenantes. Enfin, un intervenant a fait observer que, comme l'essentiel de l'innovation se faisait au niveau local, les gouvernements pourraient envisager de soutenir les écosystèmes locaux et municipaux lors de l'élaboration des politiques.
4. Beaucoup d'intervenants ont insisté sur la nécessité de procéder à des réformes institutionnelles, en particulier dans les pays en développement et les pays en transition, pour que la science, la technologie et l'innovation puissent être mises à profit. Certains intervenants ont souligné combien l'esprit d'initiative et la volonté politique des acteurs

GE.16-13115 (F) 220816 230816



* 1 6 1 3 1 1 5 *

Merci de recycler



locaux étaient importants pour faciliter les réformes et la mise en œuvre des politiques et encourager les investissements dans la science, la technologie et l'innovation.

5. Les intervenants et les participants ont réaffirmé la nécessité d'agir, aux niveaux national et international, pour mettre en place les politiques voulues et former des pôles d'innovation afin de doper la productivité, de créer des emplois et de libérer l'entrepreneuriat.

6. De l'avis général, les technologies numériques allaient de plus en plus transformer et façonner le monde, et notamment les marchés et les secteurs public et privé.

7. Toujours de l'avis général, il était essentiel de mobiliser davantage de ressources pour créer des produits et des services nouveaux et innovants qui contribuent au développement durable. À cet égard, les participants ont constaté une tendance positive nouvelle ; en effet, les pays étaient de plus en plus nombreux à comprendre la nécessité de soutenir la science, la technologie et l'innovation. Certains participants ont toutefois fait observer qu'il fallait identifier des mécanismes plus efficaces pour augmenter les ressources et les acheminer. Plusieurs participants ont signalé que les gouvernements pourraient aussi appuyer les activités d'innovation par le biais d'une réglementation favorable, de mesures de soutien aux microentreprises et aux jeunes entreprises (financement, espaces de travail partagés ou avantages fiscaux, par exemple) et de l'attribution de marchés publics en tant qu'instrument agissant sur la demande, afin de favoriser la création de nouvelles entreprises. Des participants ont en outre souligné le rôle du secteur privé dans l'appui à l'innovation en général et aux jeunes entreprises en particulier.

8. Des intervenants ont mis en garde contre le fait que si les nouvelles technologies telles que l'impression en trois dimensions, l'informatique quantique, les drones et l'automatisation offraient certes de nombreux avantages, il serait peut-être plus difficile de parvenir au développement durable universel et à la prospérité partagée dès lors que leur utilisation se généraliserait. Un intervenant a constaté que le progrès technique n'était pas sans incidence et favoriserait soit le capital, soit le travail. Par conséquent, pour de nombreux pays, le principal problème consistait à déterminer comment exploiter pleinement les bénéfices de la science, de la technologie et de l'innovation dans le domaine du développement durable et comment les communautés mondiales pouvaient collaborer pour y parvenir en créant des partenariats.

9. Les participants ont souligné qu'il existait un certain nombre de solutions pour réaliser les objectifs de développement durable relatifs à la science, à la technologie et à l'innovation, et qu'il convenait de se fonder sur des observations factuelles pour repérer les options les plus prometteuses et en évaluer le potentiel. Un intervenant a indiqué qu'appliqués à l'économie du développement, les essais contrôlés randomisés et les données massives pouvaient être des outils utiles pour que les efforts engagés gagnent en efficacité. Un autre intervenant a souligné combien il était important de veiller à la rigueur et à l'objectivité de l'évaluation des politiques et de leurs incidences, ainsi qu'à la qualité des données sur lesquelles les mesures étaient fondées.

10. Certains participants ont parlé des possibilités offertes par la collaboration entre chercheurs au niveau international (Nord-Sud et Sud-Sud), surtout dans certains domaines, pour atteindre les cibles des objectifs de développement durable. Les participants se sont largement accordés sur le rôle joué par les organisations et les institutions internationales, telles que l'ONU, dans la promotion de l'innovation et du progrès technique en faveur d'un développement équitable et durable. Certains intervenants ont fait observer que l'ONU avait une contribution non négligeable à apporter dans ce domaine, puisqu'elle avait notamment pour mission de faciliter le transfert de technologie via les partenariats ainsi que l'application des technologies modernes de l'information et de la communication. À cet égard, plusieurs intervenants ont souligné l'importance de la Commission de la science et

de la technique au service du développement, du Mécanisme de facilitation des technologies et de la banque de technologies pour les pays les moins avancés.

11. Plusieurs participants ont également parlé de la contribution des jeunes à la promotion de la science et de l'innovation au service du développement, ainsi que de l'entrepreneuriat. Les jeunes scientifiques jouaient un rôle important et avaient besoin de mesures de soutien, notamment dans les domaines de la recherche, de la mobilisation de ressources et du mentorat. Certains participants ont demandé aux gouvernements et aux milieux universitaires de collaborer étroitement avec les jeunes innovateurs afin que leurs innovations correspondent aux besoins du développement durable. De nombreux intervenants ont souligné la nécessité d'ouvrir les données et la science pour faciliter les travaux des jeunes scientifiques et ingénieurs. Enfin, certains participants ont indiqué que les jeunes scientifiques avaient besoin de plateformes institutionnelles au niveau international, où ils pourraient exprimer leurs préoccupations et apporter des contributions de fond au développement durable dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation.
